



Délégués en exercice 33
Présents 28
Votants 29
Convocation le 06/10/2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS Du 12 octobre 2023

L'an deux mil vingt-trois, le douze octobre à vingt heures, les membres du Conseil communautaire dûment convoqués se sont réunis en session ordinaire à la mairie de Tinchebray, sous la présidence de Monsieur Bernard Soul.

Étaient présents (P) ou absents (A) suppléants (S).

CHRÉTIEN Sébastien	P	CORBIERE Julien	P	COSTARD Serge	P	DAVY Bernard	P	DECOSSE Daniel	P
DEROUE Christian	A	DEVERE Bruno	P	DROMER Joël	P	DURIEZ Christian	P	FERARD Pierre	P
GOUAULT Françoise	A	GROSSARD-HUBERT Évelyne	P	GUERIN Jacqueline	P	GUILMIN Maxime	P	JARRY Yveline	P
LECORDIER Christophe	P	LEGALLE Michel	A	LEPONT Philippe	P	LERALLU Didier	P	LEROY Éric	P
LEVÉE Céline	P	MAUPAS Dominique	P	MOISSERON Franck	P	PICARD Christian	P	PORQUET Josette	P
POTHE Michelle	P	PRIEUR Jean-Yves	P	RENAULT Jean-Louis	P	RIFLET Virginie	A	ROULLIER Frédérique	P
ROUSSELET Cécile	A	SOUL Bernard	P	TALLONEAU Sylvie	P				

Avait donné pouvoir : Michel Legalle à Céline Levée.

Secrétaire de séance : Frédérique Roullier.

850DE2319N12 Convention cantine St Front

Le Président laisse la parole à Joël Dromer, Vice-président en charge des affaires périscolaires.

L'association de « la cantine de St Front » fournit les repas des élèves primaires et maternelles de l'école de St Front et des maternelles d'Aliénor d'Aquitaine. Ce qui représente environ 100 repas. (50 primaires et 50 maternelles).

Joël Dromer propose le versement d'une subvention de 36 300 €, comme l'an passé.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Vote la subvention 36 300 € au profit de l'association « la cantine de St Front »
- Autorise Le Président à signer la convention d'objectifs pour l'année 2023/2024 avec l'association « la cantine de St Front ».

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie certifiée conforme transmise en sous-préfecture

La secrétaire de séance,
Frédérique ROULLIER

Le Président,
Bernard SOUL



Argentan
Date de réception de l'AR: 26/10/2023
061-200071520-850DE2319N12-DE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois à compter de la réception par le représentant de l'État et de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.